



Paris, le 19 mars 2020

Covid-19 : la fin du capitalisme ?

Quiconque ayant assisté à l'élocution du Président de la République le jeudi 12 mars 2020 a pu s'étonner d'y trouver un discours de « gauche », en rupture avec la soupe de cailloux libérale qu'on nous servait jusque-là.

Puis, lundi 16, fin de la rupture et retour à la normale : tout serait fait pour sauver notre économie.

Tout.

Pas de remise en cause d'un modèle qui nous a conduit à cette pandémie

Et pourtant , c'est bien notre économie qui nous a dirigé vers cette crise sanitaire et sociale. **Le capitalisme, ce n'est pas comme le cholestérol, il n'y en a pas un bon et un mauvais.** Il n'y a que celui qui met en concurrence des humains, qui détruit leur santé au nom de la « liberté d'entreprendre ».

L'industrie du médicament (ou Big Pharma) en est un parfait exemple. Depuis des années, elle se livre à un jeu de Monopoly mondial, où la recherche de profitabilité se fait au détriment de la santé des populations. Ainsi, elle n'a de cesse de réduire le nombre de domaines thérapeutiques accessibles aux patients, lorsque ces domaines concernent des médicaments moins rentables, facilement génériquables par des concurrents.

Le public sera peut-être étonné d'apprendre par exemple que Sanofi, laboratoire présenté comme un fleuron de l'industrie française, a depuis des années abandonné sa recherche sur les anti-infectieux, et maintenant cherche à se séparer de ses usines qui les produisent ¹!

Avant de commencer à leur jeter des médailles pour la chloroquine (supposé être un médicament miracle contre covid-19, mais gare aux effets secondaires), il faudrait peut-être se demander

¹ <https://www.gazettelabo.fr/breves/9474Sanofi-principes-actifs-pharmaceutiques-API.html>

pourquoi un groupe qui dégage des milliards d'euros de bénéfice se permet de jouer avec la santé des patients en se concentrant exclusivement sur les médicaments qui rapportent gros.

A l'heure actuelle, 80% des principes actifs d'un médicament (la molécule chimique qui fait qu'un médicament est efficace) sont produits en Asie. Uniquement pour des raisons de coûts sociaux et environnementaux².

Une telle perte d'indépendance sanitaire est une catastrophe, alors que les pénuries de médicaments étaient au plus haut en 2019, avant même le début de la pandémie de covid-19.

Dans le même temps, les gros laboratoires pharmaceutiques sacrifient leur recherche interne, au profit de partenariats avec de petites start-ups, pour là encore des raisons de coûts. Suivant la mode, les laboratoires rachètent telle ou telle molécule, si elle est jugée potentiellement très rentable.

Ainsi, les gros acteurs du secteur pharmaceutique se privent de secteurs entiers de recherche thérapeutique et sont dépendants des aléas de petits laboratoires privés³.

Et pourtant, les solutions existent : une recherche publique, dotée de moyens plus conséquents, et des outils de production nationalisés permettraient de répondre aux urgences sanitaires comme cette pandémie, et mieux, de les anticiper !

C'est le contraire qui se précise : en février, était annoncée la loi de programmation pluriannuelle de la recherche qui concentrera les financements sur les sujets les plus performants, autrement dit les plus rentables. Pas forcément ceux les plus utiles...

Au-delà du secteur pharmaceutique, il en est exactement de même dans le secteur productif de biens indispensables à la protection des services de santé.

Prenons deux exemples, le gel hydroalcoolique et les masques. Dans ces deux cas, nous retrouvons les trois mêmes difficultés.

Tout d'abord, c'est l'absence de production suffisante sur notre territoire, puisque des matières premières sont fabriquées ailleurs qu'en France pour les gels, et pour les masques, des machines performantes ont été revendues ces dernières années, cassant la filière industrielle.

La seconde difficulté, c'est la loi du marché, qui a poussé à faire des choix remettant en cause notre autonomie par rapports à nos besoins, en exportant une partie des productions ou en important d'autres, sans avoir un contrôle sur les besoins essentiels de la population.

² <https://www.alternatives-economiques.fr/penurie-de-medicaments-faute-a-mondialisation/00090322>

³ Un député et son collab' chez Big Pharma (*Cyril Pocréaux*)

Enfin, c'est l'absence de toute vision et planification stratégique de ces secteurs, qui ont été délaissés et oubliés, alors qu'ils devraient être une priorité dans la conception globale de politique de santé en France qui doit inclure l'ensemble des acteurs productifs.

Face à cette crise sanitaire, il y a d'autres réponses à donner plutôt que de donner un blanc-seing à des industries dont les intérêts sont en opposition avec nos besoins sanitaires :

- **Une recherche et développement, une production guidée par les besoins universels en termes de santé publique,**
- **Des productions industrielles de médicaments et de fournitures paramédicales à la fois respectueuses de l'environnement et de la sécurité des travailleurs,**
- **Le maintien d'un fort niveau de l'emploi dans ces secteurs, l'arrêt de tous les plans sociaux/cessions d'usines guidés par des intérêts financiers,**
- **La mise en place, dans chaque branche et convention, d'une négociation obligatoire sur les besoins essentiels pour relancer le processus de réindustrialisation sous contrôle citoyen à travers les organisations syndicales.**

Pour répondre à cette crise et aux suivantes, **il sera nécessaire un jour de socialiser ces industries et de les soustraire aux intérêts du secteur privé et du capitalisme.**